



Extrait du L'École Émancipée

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2838>

Véronique Ponvert : situation générale.

- FSU - CDFN - CDFN 2018-2019 - CDFN Mai 2019 -



L'École Émancipée

Hier, le journal Le Monde titrait, à sa Une : « Enquête sur l'engrenage des violences policières ». Il n'y a plus d'ambiguïté aujourd'hui, les violences (mutilations, blessures, usage d'armes) sont le fait de la police. Nous l'avons constaté au fil des mois, nous avons à faire face à un pouvoir de plus en plus autoritaire, et qui n'a plus que la répression pour continuer à gouverner.

Je ne reviens pas sur l'exposé des faits de violence, Cécile l'a très bien fait. Je voudrais plutôt insister sur les ressorts de cette brutalité, et ces ressorts sont d'ordre politique.

Le gouvernement mène depuis deux ans une politique de classe au service des plus riches, sans répit, chacune des mesures visant à réduire, voire détruire nos droits. La violence que nous impose ce pouvoir, avant d'être policière, est avant tout une violence sociale : nous en savons quelque chose, puisque le 19 mars, nous étions en grève, notamment contre l'école Blanquer, le 30 mars, nous manifestions pour les mêmes raisons, le 9 mai, toutes les organisations syndicales appelaient à la grève contre le projet de loi de destruction de la FP... Depuis le mois de mars, de nombreuses mobilisations existent dans l'éduc, des actions de résistance ont lieu dans les lycées, des journées « écoles mortes » sont organisées par les parents d'élèves, nos alliés dans cette bataille, les personnels organisent eux-mêmes la mobilisation en se réunissant dans les AG, et des grèves sont reconduites. Le rejet de la politique éducative du gouvernement est général.

A côté de ça, d'autres services publics sont en souffrance, les agents de l'AP-HP par exemple ont été en grève partielle pendant plusieurs semaines. Quant au mouvement social des GJ, il se poursuit, et même moins nombreux, ils restent plusieurs milliers cependant, et depuis six mois dans la rue tous les samedis !

Face à cette crise sociale, les réponses du gouvernement sont plus que navrantes, elles sont scandaleuses ! Après le grand débat, on a eu les annonces qui, au passage, ont permis à Macron de faire deux couplets très inquiétants : le premier, sur « France services », cet ersatz de SP qui risque de poursuivre leur démantèlement et l'externalisation de leurs missions ; et le second, sur « l'art d'être français » qui entre en résonance avec la politique migratoire inhumaine de ce gouvernement et les déclarations honteuses de Castaner. Il a aussi égrainé quelques mesures très marginales (pour les petites retraites, sur les effectifs par classe...) : il n'a même pas cherché à répondre à la crise sociale et à réduire les inégalités, non : son objectif est bien de poursuivre la ligne politique libérale qui est la sienne. Il l'a dit, il va intensifier les réformes, et la prochaine sera celle des retraites.

Les régressions sociales que nous impose ce gouvernement sont majoritairement rejetées par la population, dénoncées par le mouvement social et syndical : pour imposer ce recul des libertés, des droits, de la démocratie, ce gouvernement use d'une grande brutalité, la répression est son unique moyen de gouverner. Macron ne cherche pas à résoudre la crise, il veut la réprimer.

Face à cela, que faut-il faire ? Lutter contre l'école Blanquer, bien sûr, et manifester samedi prochain. Lutter contre le projet de loi FP, bien sûr, et proposer d'autres actions pour continuer à mener la bataille. Lutter contre le projet de réforme des retraites, évidemment...

Mais toutes ces luttes, avec qui comptons-nous les mener ? De quelle façon allons-nous rassembler pour créer un rapport de forces de nature à résister à la brutalité du pouvoir en face, à la répression policière et judiciaire ? Il faut qu'on se pose la question, et qu'on cherche à faire converger, oui converger toutes les forces progressistes de contestation : les jonctions entre le mouvement social et le mouvement syndical sont une nécessité, notre implication

dans l'interpro pour préparer la bataille des retraites aussi. Et parallèlement, nous devons désormais nous investir sans retenue dans les collectifs de dénonciation des violences policières, et mener les batailles de défense des victimes.

« Un cap a été franchi », avons-nous écrit dans un communiqué : c'est vrai, cela nous oblige à revoir nos positions, à repenser la question des GJ : accepter de voir que la jonction avec le mouvement syndical existe déjà dans certains endroits, et que c'est cette convergence que le pouvoir redoute parce qu'elle crée un véritable rapport de force... Le syndicalisme est en difficulté, c'est la cible des attaques du pouvoir, son avenir est menacé, cela doit nous obliger à repenser notre action et nos positions.